



KINGDOM OF BELGIUM

Intervention at

General Assembly, High Level Panel on Syria

New York, 03/02/2021

KINGDOM OF BELGIUM

Monsieur le Président,

La Belgique s'associe pleinement à la déclaration de l'Union européenne.

Je tiens à vous remercier d'avoir organisé ce débat, ainsi que les membres du panel pour leurs interventions. Le dernier rapport de la Commission d'enquête internationale et indépendante sur la Syrie nous rappelle que les droits les plus élémentaires de millions de Syriens, en particulier d'enfants, continuent d'être violés et que des millions de Syriens dépendent toujours de l'aide humanitaire.

Au cours des dix dernières années, les parties au conflit ont violé à d'innombrables reprises le droit international humanitaire, ainsi que le droit international des droits de l'homme. Certains de ces actes sont susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et peuvent être constitutifs de crime de génocide. Le conflit laisse un pays en ruines.

(ACCOUNTABILITY)

Monsieur le Président,

Les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie sont incommensurables et l'horreur en est indicible. La population syrienne a subi quotidiennement assassinats, violences sexuelles et sexistes, tortures, enlèvements, sans oublier les attaques chimiques. Cette liste est malheureusement aussi funeste qu'interminable.

Si les traumatismes de la guerre ne guériront jamais vraiment, il ne pourra en aucun cas y avoir de paix durable sans **justice** pour les victimes. Les responsables doivent répondre de leurs actes. C'est pourquoi, nous soutenons les conclusions de la **Commission d'enquête** et les travaux du **IIIM. La COI mène depuis sa création un travail crucial, auquel je souhaite ici rendre hommage au nom de la Belgique.** Je souligne aussi les indispensables initiatives en matière de justice au niveau national ou international, qui comblent le fossé de l'impunité.

(HUMANITAIR)

La Belgique, en tant que co-plume au Conseil de sécurité en 2019-2020 sur la situation humanitaire en Syrie, s'est systématiquement prononcée ces dernières années contre les violations des droits humains. Mon pays s'est efforcé sans relâche d'alléger les souffrances de la population syrienne. La préservation du mécanisme transfrontalier est essentielle à cet égard.

La fourniture de l'aide humanitaire, y compris une aide médicale et des vaccins, nécessite un accès rapide, sûr, durable et sans entrave des Nations unies et de tous les partenaires humanitaires aux personnes dans le besoin dans toute la République arabe syrienne.

L'urgence de sauver des vies humaines ne doit toutefois pas nous détourner de notre objectif ultime, tout aussi urgent : le retour de la paix. La Belgique affirme qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise syrienne. **La seule solution possible reste une solution politique.**

Monsieur le Président,

Le régime syrien doit s'engager sans plus attendre dans un **processus politique**, en mettant pleinement en œuvre la résolution 2254 du Conseil de Sécurité.

Enfin, nous soutenons pleinement la conférence de **Bruxelles V** qui aura lieu le 30 mars. Elle visera à mobiliser un soutien politique et financier international, afin d'alléger les souffrances du peuple syrien. L'UE, avec ses États membres, prendra ses responsabilités, en tant que premier donateur humanitaire à la Syrie.

Je vous remercie.